

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-25-075 de mise en demeure

Société OXFORD SAINT-WITZ à SAINT WITZ

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le rapport du 24 décembre 2024 de la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 12 novembre 2024 sur le site exploité par la société OXFORD SAINT-WITZ ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 24 décembre 2024 adressé à la société OXFORD SAINT-WITZ lui transmettant le rapport du 24 décembre 2024 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement et lui accordant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Considérant que le délai laissé à la société OXFORD SAINT-WITZ s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

Considérant que la visite d'inspection du 12 novembre 2024 a permis de constater que :

- contrairement à l'article 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées un état complet des matières stockées dans son entrepôt ;

- contrairement à l'article 3.9 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de l'efficacité énergétique de son installation ;

Considérant que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la société OXFORD SAINT-WITZ de se mettre en conformité sur ce sujet ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société OXFORD SAINT-WITZ implantée sur le territoire de la commune de SAINT-WITZ, rue de la ferme Saint-Ladre, est mise en demeure de disposer, **dans un délai de deux mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, d'un état des stocks disponible en toutes circonstances conformément à l'article 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

L'exploitant transmettra les justificatifs de remise en conformité.

Article 2 : La société OXFORD SAINT-WITZ est mise en demeure, **dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de transmettre un contrôle de l'efficacité énergétique de son installation de combustion, montrant que l'installation est conforme, conformément à l'article 3.9 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé.

Article 3 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – B.P. 30322 – 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SAINT-WITZ sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le 16 JUIN 2025

Le préfet,



Philippe COURT